MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR

BRÈVES ÉCONOMIQUES
PROCHE-ORIENT, IRAN, IRAK

N° 05 – du 1er février au 8 février 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : ÉGYPTE - LE LONG CHEMIN VERS LE REGAIN DE LA CONFIANCE

LE CHIFFRE À RETENIR

25 Mds $

BESOINS DE FINANCEMENTS EXTERNES SELON GOLDMAN SACHS

La situation économique et financière égyptienne reste préoccupante à bien des égards alors que l'année 2023, qui fut aussi celle de la réélection du président Sissi, a été marquée par la nette dégradation des principaux indicateurs macroéconomiques. Les défis pour l'année 2024 sont nombreux : poids de l'endettement public, pénurie de devises étrangères, en passant par la nécessaire consolidation budgétaire et la maîtrise de l'inflation. Les perspectives de croissance pour 2023/24 ont ainsi été revues à la baisse à plusieurs reprises par le FMI de 5 % à 4,1 % en juillet 2023 puis 3,6 % en octobre et enfin 3,0 % en janvier 2024. L'activité du secteur privé continue notamment de se contracter sur les 38 derniers mois (indice PMI à 48,1 en janvier 2024). Les agences de notation ont aussi abaissé la note souveraine de l'Égypte à plusieurs reprises pour atteindre B- avec perspective stable en octobre 2023 (S&P et Fitch). Moody's a par ailleurs ouvert la voie à une nouvelle révision à la baisse en adoptant une perspective négative en janvier 2024, alimentant la crise de confiance de l'ensemble des acteurs économiques.

Les crises internationales se multiplient et avec elles leurs conséquences sur l'économie égyptienne. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, en février 2022, avait déjà entraîné une hausse des prix de l'énergie et du coût des produits alimentaires en Égypte, premier pays importateur de blé au monde, ainsi qu'une fuite des investissements de portefeuille (-24,8 Mds USD sur les deux derniers exercices budgétaires). A ces difficultés persistantes, se sont ajoutées les répercussions du conflit Israël/Hamas et des attaques en mer Rouge sur deux des trois rentes du pays : **(i)** le tourisme d'abord, avec une chute des réservations estimée autour de 26 % en décembre 2023 ; **(ii)** les recettes du canal de Suez ensuite du fait du contournement suite aux attaques houthies (-42 % de baisse de volume commercial sur décembre/janvier 2024). Sans lien avec le conflit, les transferts des travailleurs expatriés, troisième rente en devises de l'économie égyptienne, ont chuté de 30,7 % sur l'exercice 2022/23 pour atteindre 22,1 Mds USD du fait de l'émergence d'un marché du change parallèle à l'été 2023 avec des taux de 30 à 50 % supérieurs au marché officiel.

La situation des finances publiques s'est dégradée du fait de la trajectoire haussière de la dette publique (93 % du PIB en 2022/23), en lien avec l'accumulation des déficits (budgétaires et commerciaux) et la dépréciation de la livre égyptienne (dépréciation de 49 % du taux EGP/USD entre janvier 2022 et janvier 2024). La dette publique externe est en hausse, atteignant 20,9 % du PIB en juin 2023, contre 7 % en 2016, attestant d'une dépendance croissante aux financements extérieurs. De plus, la dette publique est très coûteuse et expose l'Égypte à des risques de refinancement dans un contexte de taux élevés. Sur sa seule dette extérieure, l'Égypte doit rembourser 25,4 Mds USD pour l'année fiscale 2023/24 selon la Banque Centrale. L'inflation, à 33,7 % en glissement annuel en décembre 2023 dont 78,7 % pour l'alimentation, apparaît aussi comme un facteur supplémentaire entrainant la dégradation du pouvoir d'achat de la population. Le gap de financement externe a été révisé à la hausse, à environ 20 Mds USD et près de 25 Mds USD sur les quatre prochains exercices budgétaires, selon Goldman Sachs.

C'est dans ce contexte qu'est intervenu du 17 janvier au 1er février dernier **la revue par le FMI de son programme avec l'Égypte** mis en place en décembre 2022 (facilité élargie de crédit d'une durée de 46 mois pour un montant de 3 Mds USD) dont les réformes tardent à être mises en œuvre par les autorités égyptiennes, notamment sur la libéralisation du change et le désengagement de l'État dans l'économie. À ce stade, un accord de principe a été trouvé qu'il convient de finaliser au niveau technique. Le nécessaire effet levier permis par l'augmentation du montant du programme pour restaurer la confiance reste encore incertain.

Service Économique du Caire

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

ÉGYPTE

1. MISSION FMI : POURSUITE DES DISCUSSIONS EN L'ABSENCE D'ACCORD.

Une délégation du FMI était présente au Caire du 17 janvier au 1er février 2024. La mission avait pour objectif de réexaminer la situation économique locale et l'avancée des réformes structurelles dans le cadre des deux premières revues du programme mis en place en décembre 2022 (mécanisme élargi de crédit d'un montant de 3 Mds USD pour une durée de 46 mois). Cette mission s'est soldée par l'absence d'accord au niveau technique. Selon le communiqué de presse publié par le Fonds à l'issue de la mission, le FMI et les autorités égyptiennes se seraient mis d'accord sur les principaux éléments du programme en mettant l'accent sur l'importance de renforcer les dépenses sociales pour protéger les populations vulnérables. Les discussions se poursuivront toutefois pour finaliser le Mémorandum de politiques économiques et financières (MPEF) et identifier le montant du soutien supplémentaire du FMI, ainsi que les financements des autres partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux nécessaires pour combler les besoins de financements extérieurs additionnels de l'Égypte dans le contexte des chocs récents.

2. LA BCE AUGMENTE DE 200 PB SES TAUX DIRECTEURS.

Alors que le comité de politique monétaire avait laissé inchangés ses taux depuis août 2023, la Banque Centrale d'Égypte (BCE) a décidé de relever le taux de rémunération des dépôts à 21,25 % et le taux de refinancement à 22,25 % (contre 19,25 % et 20,25 % le mois dernier). Dans son communiqué publié le 1er février, la BCE motive cette décision par les tensions inflationnistes toujours élevées qui continuent d'avoir un impact sur les comportements de consommation, ainsi que l'incertitude géopolitique et les perturbations actuelles du commerce maritime en mer Rouge. Parallèlement, les réserves de change continuent d'augmenter légèrement pour le 17ème mois consécutif, atteignant au mois de janvier 35,3 Mds USD (soit 6 mois d'importations de biens et services).

3. VARIATIONS MARQUÉES DU TAUX DE CHANGE DE LA LIVRE ÉGYPTIENNE SUR LE MARCHÉ PARALLÈLE.

Le taux de change EGP/USD sur le marché noir est en baisse après le pic de la première semaine du mois de février à 70 EGP/USD, soit plus du double par rapport au taux officiel (30,8 EGP/USD). La livre égyptienne s'est ainsi renforcée sur le marché parallèle pour atteindre environ 55 EGP/USD au 5 février. Ces variations pourraient résulter de rumeurs autour de la possible mise en place de peines de prison d'une durée de trois à dix ans, et d'amendes d'un montant de 5 M EGP (563 000 USD) pour les commerçants vendant des devises étrangères sur le marché noir. Le marché parallèle égyptien semble ainsi s'affaiblir, alors que des discussions sont en cours sur une possible prise en compte des différences de taux dans le calcul des coûts des entreprises. Ciblant les entreprises dont les activités nécessitent l'utilisation de devises étrangères, les coûts de change comptabilisés par les entreprises devraient être augmentés sur la base d'un pourcentage calculé pour chaque mois de l'année 2023 en fonction des fluctuations du taux sur le marché parallèle.

4. MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN DE PROTECTION SOCIALE D'URGENCE.

Le président Sissi a annoncé le 8 février la mise en place de plusieurs mesures sociales pour un montant de 180 Mds EGP (5 Md USD). Ces mesures, qui devraient entrer en vigueur dans le courant du mois de mars, visent à atténuer les effets de la crise économique actuelle qui pèsent sur les citoyens égyptiens. En résumé, le salaire des travailleurs du secteur public devrait augmenter de 1000 à 1200 EGP (+32 à 38 USD). Quant au salaire minimum, il devrait augmenter pour la troisième fois en moins d'un an et passer de 4 000 à 6 000 EGP (129 à 194 USD), soit une augmentation de 100 % par rapport au mois de février 2023. Le gouvernement prévoit également une augmentation du seuil d'exonération fiscale de 45 000 EGP à 60 000 (+ 33 %, de 1456 à 1942 USD), une hausse des pensions des 13 M de retraités de 15%, et enfin un budget supplémentaire de 15 Mds EGP (485 M USD) destiné aux salaires des personnels médicaux et éducatifs, ainsi que 6 Mds EGP (194 M USD) destinés à l'embauche dans ces mêmes secteurs.

IRAK

1. LA BANQUE CENTRALE INTERDIT L'ACCÈS AU DOLLAR À 8 BANQUES PRIVÉES.

La Banque Centrale d'Irak a interdit à huit nouvelles banques de participer au marché d'adjudication de dollars le 4 février, afin de lutter contre la fraude et le blanchiment d'argent. Elle avait conduit des actions similaires à l'encontre de 14 banques en juillet 2023 et de 4 autres banques à l'automne 2022. Au total, une trentaine de banques privées (sur les 70 que compte l'Irak) ne peuvent plus accéder au dollar américain au taux officiel. Si ces banques

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

représentent au total moins de 8% des dépôts, plusieurs d'entre elles sont néanmoins cotées en Bourse (notamment Kurdistan International Bank et Ashur International Bank). L'impact de cette mesure semble pour le moment limité : le taux de change de marché est resté stable toute la semaine, à 1 USD pour environ 1525 dinars irakiens (soit un écart de 17% avec le taux officiel de 1 USD pour 1300 dinars). Cette décision, très probablement prise en concertation avec les autorités américaines, s'inscrit plus globalement dans le contexte de tensions géopolitiques accrues entre les Etats-Unis et plusieurs milices irakiennes, avec lesquelles de nombreuses petites banques sont soupçonnées d'avoir des liens.

2. L'IRAK CLASSÉ 154ÈME SUR 180 PAR TRANSPARENCY INTERNATIONAL.

Avec un score inchangé par rapport à 2022 (23/100), l'Irak reste en bas du classement réalisé chaque année par l'organisation non gouvernementale Transparency International. Dans la zone Afrique du Nord-Moyen-Orient, seuls la Libye (170ème), le Yémen (176ème) et la Syrie (177ème) font pire. Le rapport pointe dans toute la zone une corruption endémique, notamment au niveau politique, minant la confiance de la population dans les institutions, ainsi qu'une politique anti-corruption réactive plutôt que préventive. La lutte anti-corruption, priorité affichée du Premier Ministre Al-Soudani depuis son intronisation en octobre 2022, s'est effectivement traduite par de multiples arrestations, plutôt qu'une amélioration de l'environnement réglementaire et législatif. À noter cependant que les autorités irakiennes progressent sur l'automatisation des contrôles douaniers, la réforme du secteur bancaire public et la modernisation de la gestion des finances publiques, qui, si elles se matérialisaient, devraient rendre plus difficile la corruption.

3. LANCEMENT DE DEUX GRANDS PROJETS DE TRANSPORT.

Lors d'une cérémonie au Palais du gouvernement le 8 février, le Premier Ministre Mohammed Chia Al-Soudani, accompagné de son conseiller aux transports et du président de la Commission nationale d'investissement, a annoncé le lancement de deux projets phares, discutés depuis de nombreuses années : le métro de Bagdad et la liaison ferroviaire Najaf-Kerbala. D'après le Premier ministre, le métro de Bagdad sera constitué de 7 lignes et un total de 62 stations et pourra transporter plus de 3 millions de passagers par jour – la ville de Bagdad compte entre 8 et 9 millions d'habitants. La ligne ferroviaire à grande vitesse Najaf-Kerbala reliera les deux principales villes saintes et lieux de pèlerinage de l'Irak ainsi que leurs aéroports. Des contrats ont été signés pour ces deux projets avec le cabinet de conseil en ingénierie CHSS, basé à Dubaï. Similairement à d'autres grands projets signés ou annoncés récemment (mégaprojet multi-énergies de TotalEnergies, *Development Road*, aéroport international de Bagdad), les autorités irakiennes semblent vouloir attirer de l'investissement privé pour ces deux projets, avec potentiellement un contrat « Design-Build-Operate ». Aucun montant n'a été dévoilé concernant ces deux projets à ce stade.

IRAN

1. IMPACT ÉCONOMIQUE DES RESTRICTIONS D'ACCÈS À L'INTERNET EN 2023.

Selon le site Top10VPN, l'année 2023 aurait enregistré **(i)** 516 heures (+18% en g.a) de coupures internet et **(ii)** 12 624 heures de limitation d'accès aux réseaux sociaux. Le coût cumulé sur l'année de ces restrictions – qui auraient affecté 33,7 M d'utilisateurs iraniens - est estimé à 920 M$ (-67% en g.a), ce qui placerait l'Iran au troisième rang des pays les plus impactés dans le monde, derrière la Russie (4,02 Mds$) et l'Éthiopie (1,59 Mds$). Le seul blocage des applications Instagram et WhatsApp, inaccessibles sans VPN depuis septembre 2022, représenterait une perte économique de 907 M$ sur 2023, soit 98,6% des pertes totales. Pour mémoire, le nombre d'inscrits à au moins un réseau social sur les deux années 1400 (2021/2022) et 1401 (2022/2023) serait resté stable à 48 M, tandis que le nombre d'abonnements internet – tous supports confondus - serait passé de 106,9 M (taux de pénétration de 127,2%) à 116 M d'abonnés (taux de pénétration de 137%) sur la période, ce qui pourrait refléter les difficultés d'accès aux réseaux sociaux indiquées *supra*.

2. LES 100 PREMIÈRES ENTREPRISES IRANIENNES RÉALISERAIENT 91% DES EXPORTATIONS DU PAYS.

Selon le Directeur Général de l'Organisation de la gestion industrielle, environ 91 % des exportations « hors pétrole brut et gaz » en 1401 (2022/2023) auraient été réalisées par les 100 premières entreprises figurant sur la liste des 500 plus grandes entreprises iraniennes (*Top Iranian Companies*). Les deux premiers secteurs d'exportation de ces sociétés auraient été, par ordre décroissant en valeur, les produits pétroliers raffinés et les métaux, tandis que les deux secteurs ayant pourvu le plus d'emplois sur la période auraient été le bancaire et l'automobile. La valeur ajoutée produite par ces

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

entreprises constituerait 11% du PIB, tandis que leur chiffre d'affaires cumulé représenterait 41% du PIB sur la même période. Pour mémoire, les sociétés publiques non étatiques et les banques constitueraient la majorité de ces entreprises.

3. AUGMENTATION DE 173% DU NOMBRE DES CHERCHEURS EN L'ESPACE DE 10 ANS.

Le Centre national des statistiques (CNS) d'Iran a publié un rapport sur l'évolution de la R&D en Iran. Ce rapport indique que le nombre de chercheurs à temps plein est passé de 72 000 en 2012/2013 à 197 000 en 2021/2022, soit une hausse de + 173%. La part des chercheuses dans le total des effectifs serait restée stable, autour de 30%. Par ailleurs, les dépenses annuelles allouées à la R&D auraient été de 1,15 Mds$ en 2012/2013, 3,32 Mds$ en 2017/2018 et 1,89 Mds$ en 2021/2022.

ISRAËL

1. LES PERFORMANCE ENVIABLES DES HEDGE FUNDS EN 2023.

Les 177 Hedge Funds enregistrés en Israël gèrent environ 16,4 Mds USD (+2% depuis 2022) et, en moyenne, leur rentabilité a été évaluée à 11,5% en 2023. C'est presque le triple de la progression de l'indice boursier Tel Aviv 125 sur la même période (4%) et c'est l'inverse de la tendance observée sur les trois dernières années (TA 125 : +20,3% - Hedge Funds : +16,4%). Cela tient aux choix d'investissement des Hedge Funds israéliens qui, l'an dernier, se sont portés sur les marchés étrangers plus que sur le marché national. En outre, la plupart de ces fonds sont actifs dans le secteur de la haute technologie qui n'a été que marginalement affecté par le conflit à Gaza. Leurs entreprises cibles sont en effet productrices de logiciels et ne souffrent en rien des perturbations de la chaîne logistique alors que la demande mondiale en cybersécurité et autres Tech est toujours aussi dynamique.

2. LANCEMENT DES EXPROPRIATIONS POUR LA CONSTRUCTION DU MÉTRO DE TEL AVIV.

La société de gestion du système de transport métropolitain (NTA) a entamé le processus d'expropriation des terrains pour la construction du métro de la région métropolitaine de Tel Aviv. La procédure avait été retardée à plusieurs reprises en raison de difficultés politiques, juridiques et de la guerre. Le métro de Tel Aviv est le plus grand projet en Israël, il comprend trois lignes sur 105 km de tunnels et 109 stations, EGIS-Rail en est le « network manager » et ARTELIA est « line manager » pour la ligne M3.

3. LA BEI RENFORCE SA COOPÉRATION AVEC LA BANQUE LEUMI.

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) va élargir sa coopération dans les « investissements verts » avec la banque Leumi. La BEI injectera 250 M EUR (1 Md ILS) pour des projets en faveur des petites et moyennes entreprises. Parmi les entreprises qui ont reçu un financement de ce type dans le passé, on relève Solegreen SLGN et Teralight. Cette coopération thématique « changement climatique, environnement et aide sociale » a débuté il y a un an. Leumi avait ainsi reçu une ligne de « crédit vert » de 500 M EUR (2 Mds ILS).

4. FORTE CROISSANCE DU SALAIRE MOYEN EN UN AN.

Entre novembre 2022 et novembre 2023, le salaire moyen en Israël a augmenté de 9,5% en shekels pour s'établir à environ 3 300 EUR par mois (13 000 ILS). Si on tient compte de l'inflation, la croissance réelle des salaires est de 6% sur un an. Dans le secteur High Tech la hausse du salaire moyen (29 000 ILS ou 7450 EUR par mois) est encore plus élevée (+10,4%). Ces évolutions s'expliquent notamment par la mobilisation qui a amené une baisse du nombre d'emplois les moins qualifiés dans le pays. L'ensemble de l'économie a ainsi perdu 4,9% des emplois entre novembre 2022 et novembre 2023 et 1% des emplois de la High Tech.

JORDANIE

1. BAISSE DE L'INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION EN 2023

Selon le département des statistiques (DoS), l'indice des prix à la production a enregistré une baisse de -3,4 % au mois de décembre 2023 en glissement annuel (g.a.) et de -4,31 % sur l'ensemble de l'année 2023 par rapport à 2022. L'analyse par secteur montre que les prix des industries manufacturières et les prix de l'électricité ont diminué respectivement de -5,24 % et -0,49 % en g.a. tandis que les prix des industries extractives ont augmenté de +2,17 % en 2023 en g.a. Dans la catégorie « industries manufacturières », 4 secteurs ont enregistré une baisse des prix à la production supérieure à 8% en g.a. : les boissons, le cuir, les produits pétroliers raffinés et les produits chimiques.

2. LA CBJ MAINTIENT SES TAUX D'INTÉRÊTS FIXES.

La Banque Centrale de Jordanie (CBJ) a annoncé maintenir les taux d'intérêts de ses instruments de politique monétaire à leur niveau actuel. Le taux

directeur de la Banque Centrale reste donc fixé à 7,5 % en ce début d'année 2024. Cette décision intervient après 4 augmentations successives de 25 points de base aux mois de février, mars, mai et juillet 2023.

3. CROISSANCE DES ACTIFS DU SSIF EN 2023.

La valeur des actifs du Fonds d'investissement de la sécurité sociale (SSIF) a atteint 14,9 Mds JOD (21 Mds USD) en 2023, ce qui représente une augmentation de 7,9% en g.a. puisqu'elle s'élevait à 13,8 Mds JOD (19,6 Mds USD) fin 2022. Les actifs sont répartis entre les obligations (57,2 % du portefeuille total), les actions (15,9 %), les titres des marchés monétaires (13,7 %), les investissements immobiliers (5,7 %), les prêts (3,7 %) et les investissements dans le secteur du tourisme (2,2%). Les revenus nets tirés de ce portefeuille ont ainsi enregistré une hausse de +17,3 % en g.a., pour atteindre 802 M JOD (1,1 Md USD) en 2023, contre 684 M JOD (965 M USD) fin 2022.

LIBAN

1. VERS UNE UNIFICATION DES TAUX DE CHANGE.

Dans la continuité de l'adoption par le Parlement de la Loi de finances 2024, qui devrait faire mention d'un unique taux de change, la Banque du Liban (BdL) a émis plusieurs circulaires qui visent à simplifier les différents systèmes de taux de change actuels. La circulaire n°167 oblige notamment les banques à comptabiliser actifs et passifs en devises à un taux qui sera prochainement défini par la nouvelle plateforme de change. La circulaire explicite ainsi la mise en œuvre d'un unique taux de change de référence, pour le moment défini par la BdL en accordance avec le taux actuel sur le marché parallèle (89 500 LBP/ 1 USD).

2. DOLLARISATION PARTIELLE DES TARIFS D'EDL.

L'entreprise publique Électricité du Liban (EDL) a annoncé une modification de sa grille tarifaire qui s'appliquera aux factures émises au titre du mois de mai 2023 et au-delà (EDL accusant toujours un retard dans la facturation). Certains frais d'abonnement ont été revus à la baisse, voire annulés. Par ailleurs, l'acquittement des factures s'effectuera au choix en USD ou en LBP, au taux de change fixé par la Banque Centrale (89 500 LBP/ 1 USD à ce jour). Cette décision constitue une étape importante pour le redressement financier d'EDL. Elle pourrait ouvrir la voie à une hausse de la production, qui reste à ce stade très limitée (environ 4 heures d'électricité par jour).

PALESTINE

1. UN SYSTÈME BANCAIRE SOLIDE MALGRÉ LA CRISE.

Selon une déclaration du gouverneur de l'Autorité monétaire, au début du février lors d'un interview, le système bancaire palestinien est solide malgré les défis auxquels il est confronté. Le total des actifs des institutions bancaires opérant en Palestine s'élève à 21,5 Mds USD, dont **8%** dans la bande de Gaza (soit 1,8 Md USD.) Le total des prêts et facilités accordés à la bande de Gaza est de 990 M USD, soit environ 9% du total des facilités accordées à la Palestine.

La valeur des dépôts des clients dans la bande de Gaza a augmenté au cours de la période récente, après le 7 octobre, pour atteindre 1,85 Md USD - contre 1,7 Md USD auparavant. Comme la Bank of Palestine le constatait dès les premiers jours du conflit, les habitants de Gaza ont poursuivi les dépôts bancaires durant les bombardements. Selon le gouverneur, sur l'ensemble des territoires, le taux de défaut de remboursement des prêts n'a pas dépassé 4,25%.

2. L'UNRWA EN CHIFFRES.

La décision des Etats-Unis et de plusieurs pays européens de suspendre leur aide à l'UNRWA, suite à des accusations d'implication d'une douzaine d'employés de l'agence onusienne dans l'attaque du 7 octobre, intervient à un moment critique.

Selon le budget 2023 de l'UNRWA, qui joue un rôle central dans la coordination de l'aide humanitaire à Gaza, ses dépenses s'élevaient à 1,6 Md USD avant le 7 octobre et la crise a engendré un coût supplémentaire estimé à 481 M USD, soit des dépenses dépassant les 2 Mds USD pour l'année 2023.

Les dépenses de l'UNRWA sont réparties comme suit : 58 % pour l'éducation, 15 % pour la santé, 13 % pour l'aide à la subsistance des familles, 6 % pour l'aide sociale, 4 % pour l'amélioration des infrastructures des camps et 4 % pour les situations d'urgence.

L'UNRWA opère dans 58 camps de réfugiés palestiniens : 19 en Cisjordanie, 8 dans la bande de Gaza, 10 en Jordanie, 12 au Liban et 9 en Syrie. Le nombre total de personnes bénéficiant des services de l'Agence jusqu'à la fin de l'année 2023 est d'environ 5,9 millions de réfugiés.

Il y a 706 écoles affiliées à l'Agence et 140 centres médicaux. S'il n'existe pas encore d'évaluation précise des dommages subis, on sait qu'un nombre important d'infrastructures de l'agence onusienne

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

ont été soit détruites soit lourdement endommagées.

3. BAISSE IMPORTANTE DE L'INDICE DE PRODUCTION INDUSTRIELLE.

Selon le Bureau central des statistiques, l'indice de la production industrielle a enregistré une baisse de 8% en 2023 par rapport à 2022, soit 99,81 en 2023 contre 108,50 en 2022.Les principales composantes de l'indice sont les suivantes : activités de fourniture d'eau, d'assainissement, de gestion et de traitement des déchets (baisse de 16,29%) ; activités manufacturières (baisse de 8,91%) ; activités de mines et carrières (hausse de 3,74%) et activités de fourniture d'électricité, de gaz, de vapeur et de climatisation (augmentation de 0,48%)

Cette baisse de l'indice de l'année 2023, après trois mois de crise depuis le 7 octobre, illustre l'ampleur de la baisse de l'activité économique, dans un contexte où on estime que le PIB se contractera de 6% en 2023 – alors que les prévisions pré-octobre, notamment du FMI, faisaient état de 3% de croissance environ.

SYRIE

1. BILAN UN AN APRÈS LES SÉISMES DE FÉVRIER 2023.

Le 6 février 2023, un tremblement de terre d'une magnitude de 7,8 partagé entre la Turquie et le nord de la Syrie avait provoqué la mort de 6 000 syriens, le déplacement de plus de 105 000 foyers, et des pertes physiques et économiques estimées à 5,2 Mds USD. Sur les 7,9 Mds USD de besoins financiers estimés par l'évaluation rapide des dommages et des besoins (RDNA) de la Banque Mondiale, le « *Syria Earthquake Flash Appeal* » des Nations-Unies a réuni plus de 386 M USD. Les Etats-Unis, l'Allemagne, le Koweït et l'Arabie Saoudite étaient les principaux contributeurs à cette initiative, qui cible majoritairement les gouvernorats d'Alep, d'Idlib, Lattaquié et Tartous. Le premier poste de dépense concernait la construction d'abris d'urgence (68 M USD), suivi par l'aide alimentaire et agricole (58 M USD), le secteur de l'eau potable et de l'assainissement (54 M USD), et le secteur de l'éducation (12 M USD). Le centre de recherche REACH estimait d'ailleurs que 25% des services liés à l'eau et l'assainissement avaient été endommagés dans le nord-ouest de la Syrie lors du tremblement de terre, provoquant la prolifération de maladies.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	Source	Égypte	Irak	Iran	Israël	Jordanie	Liban	Palestine	Syrie
Population - 2023 (Million)	**FMI / WEO**	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	**FMI / WEO**	398	255	366	522	51	18*	18	8,2*
PIB / Hab. (USD) - 2023	**FMI / WEO**	3770	5883	4234	53195	4498	3365*	3531	353
Croissance PIB réel (%) - 2023	**FMI / WEO**	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
Solde budgétaire (% PIB) - 2023	**FMI / WEO**	-4,6	-7,7	-5,5	-4,2	-5,3	-1,3*	-1,3	n/a
Dette publique (% PIB) – 2023	**FMI / WEO**	93	49	31	62	112	181	47	n/a
Rating Coface	**COFACE**	C	E	E	A2	C	D	n/a	n/a
Inflation mensuelle en g.a. (%)	**Statistiques officielles**	33,7	4,0 (1)	40,2	3,0	1,6	192,3	5,9	n/a
PMI mensuel	**Statistiques officielles**	48,1	n/a	49,9	47,4	n/a	48,4	n/a	n/a
Exportations françaises (M€) – 2022	**Douanes françaises**	2286	390	313	2057	332	392	13	24
Importations françaises (M€) – 2022	**Douanes françaises**	2164	1414	54	1529	48	78	6	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE - (1) = NOVEMBRE 2023

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr